



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Portugal

Une publication du SE de Lisbonne  
N°110 – Juin 2026

### Indicateurs macroéconomiques

Indicateurs macroéconomiques	2024	2025	2026 (e)
Croissance du PIB (%)	+1,9	+1,9	+1,8
Solde public (% du PIB)	+0,7	+0,7	-0,2
Dette (% du PIB)	94,9	89,7	87,8
Taux de chômage (% PA)	6,4	6	5,9
Indice harmonisé des prix à la consommation (%)	+2,7	+2,3	+2,8

Indicateurs du commerce extérieur	2025
Exportations de biens (Md€)	79,3 (+0,53 %)
Importations de biens (Md€)	111,4 (+3,9 %)
Exportations de services (Md€)	60,5 (+4,35 %)
Importations de services (Md€)	27,3 (+4,84 %)

Commerce de biens avec la France (Md€)	2025
Exportations de biens vers la France	9,5 (-0,05 %)
Importations de biens depuis la France	8,1 (+4,87 %)

Source : Banque du Portugal / INE, Juin 2026

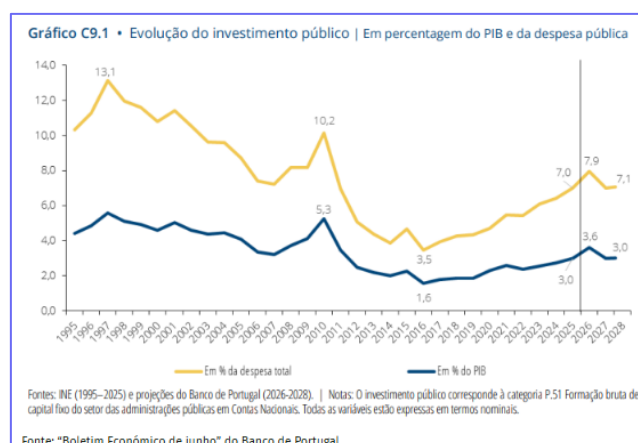
### Macroéconomie

#### Croissance

Le FMI a abaissé ses prévisions de croissance pour le Portugal, les ramenant de 1,9 % à 1,7 % pour 2026. Selon le FMI, cette révision reflète l'impact négatif du conflit au Moyen-Orient sur l'économie

portugaise, partiellement atténué par les fonds européens. L'institution précise que l'effet des tempêtes de début d'année devrait rester neutre sur l'ensemble de l'année, la reconstruction devant stimuler l'activité économique par la suite. Cette prévision de 1,7 % reste inférieure à l'objectif de 2 % fixé par le gouvernement. Elle s'aligne sur celle de la Commission européenne et se rapproche des 1,8 % attendus par la Banque du Portugal et l'OCDE.

**Le Portugal affichait en 2025 le 3<sup>ème</sup> taux d'investissement public le plus faible de la zone euro.** Selon la Banque du Portugal, le poids de l'investissement public dans le PIB a reculé au cours des 15 dernières années, atteignant un minimum de 1,6 % du PIB en 2016 pendant la crise de la dette, avant une reprise progressive portée plus récemment par l'exécution du Plan de relance et de résilience (PRR). En cas d'exécution complète du PRR, l'institution table sur un investissement public atteignant 3,6 % du PIB et 7,9 % de la dépense totale en 2026, avant une légère diminution sur le reste de l'horizon de projection. Le gouverneur de la Banque du Portugal souligne que cette trajectoire s'est traduite par une réduction significative du stock de capital public, une évolution susceptible de limiter la capacité de production de l'économie portugaise à long terme.

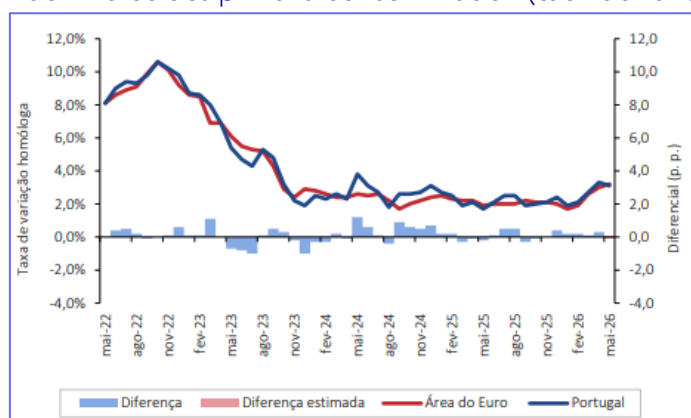


## Prix

**L'inflation a ralenti à 3,2 % en juin, un premier fléchissement depuis le début de la guerre en Iran.** Selon l'estimation de l'Institut national des statistiques (INE), ce recul s'explique par la baisse des prix des carburants et fait suite à une inflation stabilisée à 3,3 % en mai. L'indice des produits alimentaires non transformés a poursuivi sa tendance à la baisse, passant de 7,4 % en avril à 5,7 % en mai puis à 5,2 % en juin. À l'inverse, l'indice des produits énergétiques avait progressé à 13,1 % en mai, contre 11,7 % en avril. L'inflation sous-jacente, qui exclut les produits alimentaires non transformés et l'énergie, se serait quant à elle accélérée en juin, passant de 2,2 % à

2,5 % selon l'INE, après s'être maintenue stable à 2,2 % en mai par rapport au mois précédent.

Evolution de l'indice des prix à la consommation (taux de variation, %)



Source : INE

## Marché du travail

**Le Parlement a rejeté la réforme de flexibilisation du Code du travail portée par le gouvernement.** Ce rejet met fin à un processus de négociation engagé depuis près de 11 mois et marqué par deux grèves générales. Le texte, qui prévoyait plus de 100 modifications relatives aux CDI, aux licenciements, aux horaires et aux droits parentaux, a été repoussé par 12 voix contre, le parti d'extrême droite Chega ayant rejoint l'opposition de gauche après l'échec des négociations avec le gouvernement. Le Premier ministre, Luís Montenegro, a indiqué que l'objectif de réforme du marché du travail demeurait une priorité du gouvernement, sans toutefois préciser de nouveau calendrier législatif.

**Le Portugal figure parmi les pays de l'UE rencontrant le plus de difficultés à recruter des travailleurs qualifiés.** Selon une étude Eurobaromètre, plus d'un tiers des PME portugaises déclarent rencontrer de grandes difficultés à recruter des professionnels possédant les compétences nécessaires, plaçant le pays au troisième rang des États membres les plus concernés par cette pénurie de talents, à égalité avec le Luxembourg et derrière Chypre (39 %) et Malte (38 %). Face à cette situation, environ 15 % des PME portugaises indiquent avoir tenté de recruter des travailleurs hors de l'Union européenne au cours des deux dernières années, tandis que 18 % ont recherché des candidats dans d'autres États membres.

## Investissements et entreprises

**Le Premier ministre a annoncé la création d'un fonds souverain destiné à porter des participations de l'État dans des entreprises considérées comme stratégiques.** Selon les annonces de Luís

Montenegro, ce fonds sera géré dans le cadre de l'Institut de gestion de la dette publique (IGCP) et permettra l'intervention de l'État dans des secteurs tels que l'énergie, la banque, les communications et les infrastructures, sans que les modalités de financement n'aient été précisées à ce stade.

**Le Premier ministre a également annoncé la mise en place d'un fonds de gestion des catastrophes naturelles**, structuré autour de deux volets, l'un dédié au risque sismique et l'autre aux événements climatiques extrêmes.

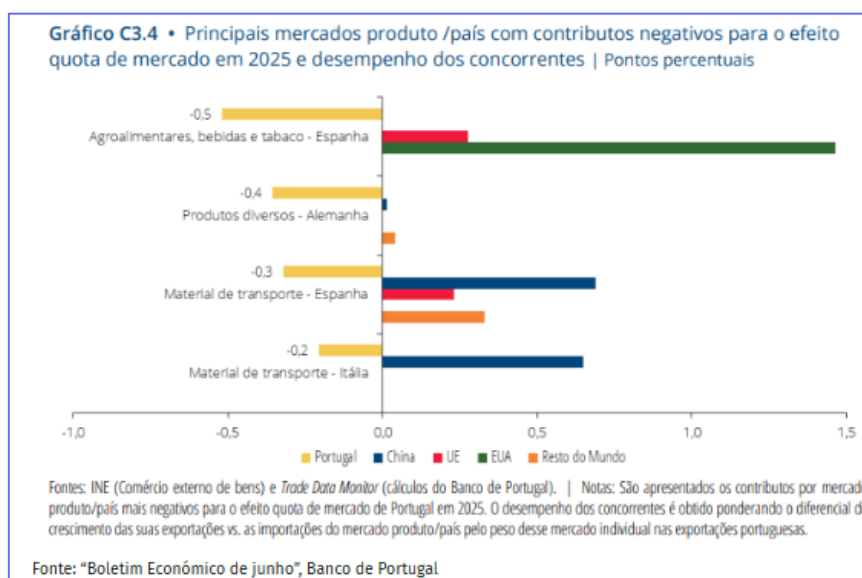
**La Banque portugaise de développement (BPF) voit son mandat prolongé et ses moyens renforcés.** La Commission européenne a prolongé le mandat de l'institution jusqu'en décembre 2032, celle-ci ayant soutenu en 2025 environ 16 000 entreprises à travers 18 000 opérations, pour un volume de financement supérieur à 6,5 Md€. La BPF bénéficiera par ailleurs d'une augmentation de capital, financée par le budget de l'État, de 1,5 Md€ d'ici 2030 et a lancé un nouveau mécanisme de financement des PME sous forme de *basket bonds* à garantie publique, une première au Portugal. Cette opération porte sur un montant initial de 100 M€, réparti en deux lignes de 50 M€, l'une ouverte aux PME de différents secteurs, l'autre dédiée au secteur du tourisme en partenariat avec Turismo de Portugal. Les premières émissions sont prévues d'ici juillet 2026.

**Le gouvernement souhaite répliquer le modèle du pôle industriel de Sines dans 6 nouvelles zones du pays.** Selon le ministre de l'Économie et de la Cohésion territoriale, Manuel Castro Almeida, plus de 25 Md€ de projets industriels sont actuellement en cours à Sines, une dynamique qui place la région sous pression du fait de l'épuisement quasi total des terrains aménagés disponibles. Le gouvernement prévoit ainsi la création de 6 nouvelles zones d'accueil d'entreprises, réparties entre le Nord, le Centre, la région de Lisbonne et Vallée du Tage et l'intérieur de l'Alentejo, sur des superficies comprises entre 300 et 800 hectares, financées dans le cadre du plan de relance et de résilience (PRR).

## Balance et position extérieures

**Le Portugal a perdu des parts de marché dans 57 % de ses destinations d'exportation en 2025, l'Espagne enregistrant la plus forte baisse.** Parmi les principaux bénéficiaires de ce recul figurent l'UE, les États-Unis et la Chine, traduisant une concurrence accrue sur les marchés extérieurs. Selon la Banque du Portugal, les produits agricoles ont contribué négativement à hauteur de 0,9 pp, un résultat attribué en grande partie à des facteurs temporaires liés à la baisse de la production agricole nationale et à la baisse des prix de

certaines produits importants pour les exportations. Par pays, ce recul s'explique notamment par les résultats négatifs des produits agricoles en Espagne (-0,5 pp), des produits divers en Allemagne (-0,4 pp) et des équipements de transport en Espagne (-0,3 pp) et en Italie (-0,2 pp), tandis que de légères hausses ont été enregistrées dans le reste du monde. Malgré ces pertes, la Banque du Portugal anticipe une reprise des exportations portugaises en 2026, avec une croissance attendue de 2 %.



## Budget

### Dette publique et solde budgétaire

**Le Portugal a clôturé le premier trimestre 2026 avec un déficit budgétaire de 0,7 % du PIB.** Selon les données de l'INE, le solde budgétaire s'établit à 510 M€ à la fin du trimestre, ce qui représente une détérioration par rapport à la même période de l'année précédente. Ce déficit résulte d'une progression des dépenses plus rapide que celle des recettes, les dépenses ayant augmenté de 7,9 % contre 6 % pour les recettes.

**La Banque du Portugal prévoit un déficit budgétaire de 0,2 % du PIB pour 2026, puis de 0,5 % en 2027 et en 2028.** Cette évolution s'explique par de nouvelles dépenses publiques liées au logement, aux aides consécutives aux tempêtes, à la reconstruction et aux mesures de soutien face à la hausse des prix de l'énergie. L'institution estime que la croissance des dépenses publiques dépassera les limites fixées par les nouvelles règles budgétaires européennes, sans

toutefois anticiper de procédure à l'encontre du Portugal, le déficit demeurant faible et les comptes publics proches de l'équilibre. La dette publique devrait pour sa part continuer de diminuer, passant de 89,7 % du PIB en 2025 à 79,5 % en 2028, plaçant le Portugal sous la moyenne de la zone euro. Le FMI prévoit pour sa part un solde budgétaire équilibré en 2026, contre un déficit de 0,1 % du PIB précédemment estimé, une trajectoire qu'il juge stable pour les années suivantes.

**La dette publique a augmenté pour le 5<sup>ème</sup> mois consécutif en mai, atteignant 288,7 Md€, son plus haut niveau en 8 mois.** Selon les données publiées par la Banque du Portugal, cette évolution s'explique principalement par la concentration des opérations de financement de l'État sur le premier semestre de l'année, l'Institut de gestion de la dette publique (IGCP) ayant déjà couvert 65 % des besoins de financement prévus pour 2026. L'IGCP a par ailleurs enregistré un regain d'intérêt pour les certificats d'épargne, des titres de créance destinés aux particuliers, ce qui contribue également à expliquer la hausse de la dette publique en 2026.



## Fonds européens

**Les communes portugaises réclament une aide urgente au gouvernement pour achever les chantiers financés par le Plan de relance et de résilience (PRR) avant l'échéance du 31 août.** Selon l'Association nationale des municipalités portugaises (ANMP), plusieurs communes font déjà l'objet de demandes de restitution de fonds pour des travaux inachevés dans les écoles, les centres de santé, les logements ou les guichets de proximité, et l'association appelle à la mise en place d'un mécanisme de financement

alternatif. Le président de la Commission nationale de suivi du PRR estime que plusieurs dizaines de projets ne seront pas achevés à cette date, un problème qui touche également le secteur social.

**Le Portugal figure parmi les pays de l'UE les moins performants dans la valorisation de son volet numérique du PRR.** Selon une étude de la Commission européenne, les 4,6 Md€ alloués à la transformation numérique ont généré un impact total de 4,1 Md€, soit un taux d'impact de 89,8 %, le 6<sup>ème</sup> plus faible des 27 États membres, contre une moyenne européenne supérieure à 300 %. La Commission souligne un retard particulier dans les domaines *du cloud computing* et de l'IA, avec un taux d'adoption de l'IA de 11,5 % parmi les PME portugaises, contre une moyenne européenne de 20 %, et appelle les autorités portugaises à accélérer leurs efforts de transformation digitale. Le Portugal se distingue en revanche par ses performances en matière de services publics numériques, avec un score de 99,85 points sur 100 pour les utilisateurs nationaux, supérieur à la moyenne européenne de 94,01 points.

## Banque & Finance

### Marché obligataire

**L'Institut de gestion de la dette publique (IGCP) a placé 1 Md€ d'obligations à échéance de 9 ans et 4 mois et de 18 ans et 8 mois.** Le titre à échéance du 12 octobre 2035 a permis de lever 636 M€ à un taux de 3,342 %, la demande ayant été 2,04 fois supérieure à l'offre. Le titre à échéance du 15 février 2045 a quant à lui permis de lever 442 M€ à un taux de 3,894 %, avec une demande 2,33 fois supérieure à l'offre.

**Les taux d'intérêt de la dette portugaise ont augmenté à 2, 5 et 10 ans, dans le sillage de la tendance observée.** Le taux à 10 ans a atteint 3,429 %, le taux à 5 ans 2,923 % et le taux à 2 ans 2,654 %. Dans ce contexte de remontée des taux, l'IGCP a réalisé une nouvelle adjudication d'obligations du Trésor à 11 mois pour un montant total de 1 Md€, à un taux de 2,554 %.

### Marché immobilier

**Les prix de l'immobilier ont progressé de 17,8 % en glissement annuel au T1 2026.** Selon l'INE, cette progression a été plus marquée pour les logements existants (+19,7 %) que pour les logements neufs (+12,6 %). Le nombre de transactions a reculé de 8,7 % sur la période, tandis

que la valeur totale des opérations a atteint 9,9 Md€, en hausse de 3,2 % par rapport au premier trimestre 2025. En excluant les investisseurs institutionnels, les transactions réalisées par les ménages s'élèvent à 32 828 opérations pour une valeur totale de 8,5 Md€. Sur 5 ans, le prix moyen d'un logement au Portugal a augmenté de 61,5 %.

**Les loyers des nouveaux contrats ont augmenté de 9,1 % en glissement annuel au T1 2026, pour une valeur médiane de 9,46 €/m<sup>2</sup>.** Selon l'INE, Lisbonne demeure le marché le plus cher, avec un loyer médian de 17,42 €/m<sup>2</sup>, en hausse de 8 % par rapport au premier trimestre 2025, suivie de Cascais (16,43 €/m<sup>2</sup>) et d'Oeiras (15,47 €/m<sup>2</sup>). À Porto, les loyers ont progressé de 7 % pour s'établir à 14,60 €/m<sup>2</sup>.

**La Banque portugaise de développement (BPF) prépare le lancement d'un fonds de fonds destiné à financer des projets immobiliers dans le domaine du logement.** La présentation du dispositif est prévue d'ici la fin de l'année. Il combinera des capitaux privés, majoritaires dans le financement, et des fonds publics, minoritaires. La banque prévoit également deux lignes de garantie, l'une de 500 M€ dédiée aux coopératives d'habitation, l'autre d'1 Md€ dédiée aux partenariats public-privé, toutes deux devant être lancées au T2 2026.

## Relations bilatérales

**Le président portugais, António José Seguro, s'est rendu à Paris pour un déjeuner de travail avec le président français, Emmanuel Macron.** Ce déjeuner était consacré aux relations bilatérales, aux grands dossiers européens et aux crises internationales. Les échanges ont porté sur la compétitivité et la souveraineté de l'UE, le prochain cadre financier pluriannuel 2028-2034, ainsi que sur la situation au Moyen-Orient et le soutien à l'Ukraine. Cette rencontre intervient quelques mois après l'élection d'António José Seguro et dans le prolongement de l'entrée en vigueur, le 12 avril 2026, du Traité d'amitié et de coopération entre le Portugal et la France, signé en février 2025.

**Les groupes français Natixis, Schneider Electric et BNP Paribas ont renforcé leur présence au Portugal.** Natixis a inauguré un nouveau centre de compétences à Lisbonne, destiné à renforcer sa capacité d'attraction de talents dans les domaines de l'informatique, de la banque d'investissement, de la gestion des risques et de l'innovation. Schneider Electric a ouvert un nouveau bureau au sein du hub Lionesa, à Porto, employant 44 salariés sur un effectif total de plus de 200 personnes au Portugal. Le groupe BNP Paribas a inauguré de nouveaux locaux à Lisbonne, l'EXEO Office Hub, qui doit devenir le

principal centre spécialisé du groupe en Europe pour les activités d'opérations, de technologies de l'information et de service client.

**Lors de Choose France 2026, les entreprises portugaises EDP et Tekever ont annoncé de nouveaux investissements en France.** Le fabricant de drones Tekever prévoit de porter son investissement dans le pays à 200 M€ sur 5 ans, avec un objectif de 100 salariés d'ici la fin de l'année, en s'appuyant sur son siège de Toulouse et son site industriel de Cahors. L'énergéticien EDP prévoit pour sa part d'investir plus d'1 Md€ en France d'ici 2030, à travers EDP Renouvelables et Ocean Winds, sa coentreprise avec le groupe français Engie, pour développer un gigawatt de capacité de production éolienne, solaire et de stockage par batteries.

La Direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Diane Fattelay

Rédaction : Abdesslam Nagi

Abonnez-vous : [lisbonne@dgtresor.gouv.fr](mailto:lisbonne@dgtresor.gouv.fr)